



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

La Préfète de région

à

Communauté de communes des Loges  
Service Instruction des Autorisations en Droits des Sols  
54 Rue du Clos Renard  
45110 CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE

Service régional de l'archéologie Centre-  
Val de Loire

Affaire suivie par :  
Jocelyne VILPOUX  
02 38 78 85 62

[jocelyne.vilpoux@culture.gouv.fr](mailto:jocelyne.vilpoux@culture.gouv.fr)

Références : 23/JV/RS/2627

À l'attention de Mme Fabienne LIMBACH,

ORLEANS, le **25 OCT. 2023**

**Lettre recommandée avec accusé de réception**

**Objet :** Notification d'une prescription de diagnostic d'archéologie préventive  
**Références :** CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE (LOIRET), Avenue du Gâtinais  
PC04508223J0031  
Mon courrier du 4 octobre 2023  
Livre V du Code du patrimoine  
**P.J. :** Arrêté n° 23/0614 du 25 octobre 2023 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive

Après examen du dossier d'aménagement visé en référence, j'ai décidé que des mesures d'archéologie préventive seront mises en œuvre préalablement à la réalisation de ce projet. J'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté n° 23/0614 du 25 octobre 2023, portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive.

Pour la Préfète de la Région Centre-Val de Loire,  
et par subdélégation,  
Le Conservateur régional de l'archéologie

  
Christian VERJUX



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

Arrêté n° 23/0614 du **25 OCT. 2023**  
portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive

La Préfète de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté n° 23.182 du 21 août 2023 de la Préfète de la région Centre-Val de Loire portant délégation de signature à Madame Christine DIACON, Directrice régionale des affaires culturelles, notamment en matière d'administration ;

Vu la décision n° R24-2023-09-08-00001 de la Directrice régionale des affaires culturelles de la région Centre-Val de Loire, en date du 8 septembre 2023, donnant subdélégation de signature à Monsieur Christian VERJUX, Conservateur régional de l'archéologie ;

Vu le dossier enregistré sous le n° PC04508223J0031, permis de construire, déposé par – Région Centre Val de Loire – pour le projet « de lycée » localisé à CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE, transmis par la Communauté de communes des Loges, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie Centre-Val de Loire, le 2 août 2023 et complété le 28 septembre 2023 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique : ils sont localisés sur la terrasse alluviale ancienne de la Loire qui renferme des vestiges d'occupation du Paléolithique moyen sur un terrain traversé par un thalweg d'axe nord-sud d'un affluent du ruisseau de l'Anche et à proximité d'habitats datés du Haut-Empire et du bas Moyen Âge mis au jour lors d'opérations archéologiques réalisées en 2006 et 2022.

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet.

**ARRÊTE**

**Article 1** - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « de lycée », sis en :

RÉGION : CENTRE-VAL-DE-LOIRE

DEPARTEMENT : LOIRET

COMMUNE : CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE

Lieudit ou adresse : Rue de la Gène / Avenue du Gâtinais

Cadastre : Année : 2023, Section : AE, Parcelles : 9pp, 10, 11pp, 12, 13, 14, 23, 24, 25, 61, 62, 63, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 633, 635, 636, 639, 641, 643, 645, 647 et 649

Réalisé par : Région Centre Val de Loire

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 81 751 m<sup>2</sup>, est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

**Article 2** - L'attribution de la réalisation du diagnostic fait l'objet d'une décision distincte du présent arrêté.

L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

**Article 3 - Objectifs scientifiques**

Le diagnostic archéologique est une opération archéologique à part entière qui dépasse le cadre de la simple présence ou absence de site. Il doit permettre de préciser la nature, l'extension spatiale, la chronologie, la puissance stratigraphique et le degré de conservation des vestiges.

Il doit comprendre la mise en œuvre de moyens, d'analyses et de techniques propres à la détermination et à la compréhension du gisement exploré, en perspective d'une exploitation à long terme et d'une approche géographique plus générale.

Il doit fournir les informations nécessaires pour décider de prescriptions postérieures au diagnostic (modification de consistance du projet, fouille préventive ...) et de leurs modalités techniques.

**Article 4 - Principes méthodologiques**

Au cours de la phase de préparation de l'opération de diagnostic, le responsable scientifique prendra contact avec l'agent du Service régional de l'archéologie chargé du suivi de cette opération, afin d'établir un premier bilan de la documentation existant sur l'environnement géologique, historique et archéologique.

Les travaux éventuels de préparation à l'accessibilité des parcelles (défrichements, déboisements, démolitions ...) feront l'objet d'une concertation préalable avec le service régional de l'archéologie et l'opérateur. Les études environnementales ou de pollution qui auraient déjà été réalisées leur seront transmises avant l'engagement de l'opération.

Le diagnostic devra être réalisé par ouverture de tranchées linéaires continues à l'aide d'une pelle mécanique travaillant en rétro-action et munie d'un godet lisse d'une largeur de 2 m. Les tranchées sont réparties sur l'intégralité de la surface prescrite qui doit de ce fait être accessible. Le taux d'exploration doit être de 10 % minimum. Le projet scientifique d'intervention de l'opérateur devra tenir compte des zones à enjeux environnementaux à préserver (boisements, flore, mare, zones humides). Ces zones totalisent un peu moins de 3 ha d'après les plans fournis par l'aménageur sur un total de 81751 m<sup>2</sup> affectés aux travaux. Cependant, pour certaines parties de ces zones qui seront aménagées, il conviendra d'adapter la méthodologie du diagnostic (sondages, carottages par exemple). L'opérateur se rapprochera de l'aménageur afin de vérifier la faisabilité de ces interventions.

Il comprendra également la réalisation d'au moins un sondage profond, qui permettra de reconnaître la stratigraphie générale et le contexte géomorphologique du site.

Afin de caractériser les vestiges mis au jour, une méthodologie d'exploration complémentaire devra être mise en œuvre, à l'emplacement des niveaux et structures archéologiques présentant une concentration ou une extension particulière, soit par :

- l'ouverture de « fenêtres » de décapage, d'une superficie significative ;
- la mise en œuvre d'un maillage de tranchées plus réduit à l'emplacement de ces zones, afin d'en définir l'extension.

Les structures archéologiques devront être identifiées par tous moyens appropriés (sondages, fouille partielle ...), afin de déterminer leur nature, leur extension spatiale, leur chronologie, leur puissance stratigraphique et leur état de conservation. Leur cote d'apparition et l'épaisseur du décapage devront être précisées, de manière à qualifier l'état de conservation du site (en mètre et en cote altimétrique NGF).

La caractérisation chronologique du site pourra être réalisée grâce à des études spécialisées (céramologie...), mais aussi par la mise en œuvre de méthodes de datation absolues (14 C, OSL, ESR, dendrochronologie...).

Le responsable d'opération fera appel, en tant que de besoin, à la participation d'archéologues et spécialistes compétents selon la nature ou la période des vestiges concernés.

Les données archéologiques seront enregistrées et restituées selon les protocoles de représentation en vigueur (plans, relevés, photographies - dont prises de vues zénithales -, relevés photogrammétriques ...). L'emprise du diagnostic ainsi que les limites des tranchées devront être géolocalisées précisément (en Lambert 93) sur un fond cadastral à une échelle lisible. Toutes les couches feront l'objet d'un enregistrement stratigraphique (US). Ce mode d'enregistrement, de traitement et d'exploitation des données stratigraphiques sera étroitement lié à la gestion du mobilier archéologique. L'enregistrement en US devra permettre d'établir la chronologie relative de ces unités et d'élaborer le ou les diagrammes stratigraphiques, afin de produire la synthèse de la chronologie du site archéologique stratifié.

Au terme de l'intervention de terrain, et sauf accord particulier avec l'aménageur, l'opérateur fera procéder à un rebouchage sommaire des tranchées sans compactage. Dans le cas de découverte de structures archéologiques justifiant de mesures de protections particulières avant rebouchage, celles-ci devront être réalisées sous contrôle ou par l'opérateur du diagnostic archéologique, après accord du service régional de l'archéologie.

Le responsable d'opération devra prendre en considération les remarques formulées par le responsable scientifique de l'Etat dans le cadre du Contrôle Scientifique et Technique.

L'opérateur devra prendre l'attache de l'aménageur afin de procéder le cas échéant à la remise en état des terrains.

Le responsable scientifique de l'opération informera régulièrement le Conservateur régional de l'archéologie de l'état d'avancement de l'opération. Il lui signalera immédiatement toute découverte de vestiges afin qu'un agent du Service régional de l'archéologie puisse si nécessaire se rendre sur place.

#### **Article 5 - Responsable scientifique**

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : archéologue ayant une bonne expérience dans la conduite d'opérations en milieu rural.

**Article 6** - La Directrice régionale des affaires culturelles est chargée(e) de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Communauté de communes des Loges, à la Région Centre Val de Loire, au Service de l'archéologie préventive du département du Loiret et à l'INRAP - Direction interrégionale Centre-Île-de-France.

Fait à ORLEANS, le **25 OCT. 2023**

Pour la Préfète de la Région Centre-Val de Loire,  
et par subdélégation,  
Le Conservateur régional de l'archéologie







Christian VERJUX

# Châteauneuf-sur-Loire (Loiret) avenue du Gâtinais

## Projet de construction d'un lycée

### Plan annexé à l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique n°23/0614



-  Zone à enjeu environnemental (plan Conseil Régional Centre-VdL)
-  Périmètre dans lequel s'inscrivent les travaux objet s de la prescription archéologique
-  Construction projetée (plan Conseil Régional Centre-VdL)
-  Aménagement extérieur projeté (plan Conseil Régional Centre-VdL)

1:2500

Sources graphiques : ©PCI 2021  
Système de projection : Lambert 93

Cartographie : D.R.A.C. / S.R.A. / J. Vilpoux,  
édition octobre 2023